UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
DESCRIPTION DE POSTE

I. INFORMATIONS SUR LE POSTE	
Titre des postes	Consultant(e) National(e) Spécialiste en stratégie et politique environnementales et développement durable
Nombre de postes	01
Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International)	National
Nature de la consultation (Support/Substance) :	Support
Type de contrat et Grade	IC
Type d'affectation (Home based ou sur site)	Sur site
Lieu d'affectation	République Centrafricaine
Supervision	Représentant Résident
Durée de la mission	45 jours ouvrables répartis sur deux mois
Date limite de candidature :	---------- 2020
Date estimative de démarrage de la mission	Dès signature du contrat

II. CONTEXTE/OBJECTIF

La République Centrafricaine (RCA) couvre 623 000 km² et compte 5,2 millions d'habitants selon les estimations de 2018, avec une densité de 8,3 habitants au km². Situé au cœur du continent africain, le territoire centrafricain est enclavé et connecte le Bassin du Congo à ceux du Lac Tchad et du Nil bénéficiant ainsi d'une diversité biologique digne d'un carrefour biogéographique. Le potentiel naturel est constitué par des conditions bioclimatiques très favorables, illustrées par des précipitations annuelles variant de 1600 mm au sud à 800 mm au nord, 3,6 millions d'hectares de forêt dense humide offrant divers services écosystémiques dont la production de bois d'œuvre, 15 millions d'hectares de terres fertiles pour l'Agriculture, 16 millions d'hectares de pâturages pour l'élevage, une importante diversité biologique végétale, animale et fongique ainsi qu'un très dense réseau hydrographique.

La caractéristique majeure de ce pays est le frappant contraste entre son énorme potentiel naturel et son extrême pauvreté socioéconomique. Plus de 62% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté selon l'Indice de Développement Humain du PNUD (2017). La conjonction de la récurrence des crises socio-politiques dont la plus meurtrière et la plus économiquement destructrice fût celle de 2012-2013, avec la généralisation et la persistance des systèmes inefficaces d'exploitation des ressources naturelles en termes d'utilisation des terres, de rendement et de durabilité, notamment : (i) la pratique du brûlage de la végétation pour l'Agriculture, le renouvellement du pâturage et la chasse; (ii) la prévalence de la culture ancestrale de gratuité écologique qui sous-tend l'exploitation illégale de la faune, de l'ichtyo faune, du bois d'œuvre et des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL); (iii) les cultures récurrentes à la périphérie des agglomérations; (iv) la faible application des règles de gestion des ressources naturelles, a causé une dégradation perceptible du capital environnemental, humain et naturel. L'incidence de la pauvreté a atteint 73% et le pays est classé 188ème sur 189 pays sur l'Indice de Développement Humain des Nations Unies en 2016. L'extrême pauvreté rend le pays extrêmement vulnérable aux changements climatiques de même qu'elle le prive des capacités financières, techniques et des compétences scientifiques requises pour la gestion efficace des ressources naturelles, des produits chimiques, des déchets, et des catastrophes naturelles.

Face à cette situation, le Gouvernement a toujours été conscient que la gestion durable des ressources naturelles, la gestion rationnelle des produits chimiques et la gestion efficace des déchets et la minimisation de leurs impacts négatifs les plus importants sur l'environnement et la santé humaine constituent à la fois des défis et des composantes essentielles du développement durable.

Aussi, dès que la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement qui s'était tenue à Rio de Janeiro en 1992 et le Sommet de la Terre de Johannesburg de 2002 eurent parachevé la maturation de cette conscience

L'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement Durable de la RCA est une priorité du Gouvernement et s'inscrit dans la logique de l'engagement du pays dans le cadre des Objectifs de Développement Durable et des défis émergents en matière environnementale.

Ce Document stratégique doit répondre à un certain nombre de principes directifs, fixés par le Gouvernement pour assurer une cohérence dans sa conception. Ainsi, les principes retenus pour élaborer cette stratégie sont les suivants :

Le Document devra être en conformité avec les bonnes pratiques internationales, et reprendre à minima les défis sur lesquels la RCA s'est engagée en matière de développement durable, à savoir l'anticipation des effets du changement climatique, la lutte contre la désertification, la préservation des eaux et des terres et la protection de la biodiversité de façon générale ;
Le Document intégrera les principes de la loi cadre sur l'environnement ainsi que les principes majeurs du développement durable, à savoir : l'intégration, la territorialité, la solidarité, la précaution, la prévention, la subsidiarité, la responsabilité et la participation ;
Le Document devra décrire un processus continu d'engagement des différentes parties prenantes à atteindre des objectifs communs qui contribuent à répondre à des enjeux clés de développement durable ;
Le Document se voudra opérationnel (et intégrateur) en s'appuyant sur les stratégies, les plans et les programmes en cours de mise en œuvre. La stratégie ne devra, en aucun cas, être en rupture avec les choix de développement opérés par la RCA, notamment à travers le Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix pour la RCA (RCPCA).

Un tel exercice nécessite le recrutement d'un consultant national, spécialisé dans la planification stratégique. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), agence onusienne de développement appuiera stratégiquement le Ministère en charge de l'environnement dans le processus du recrutement du consultant national puisqu'il ne dispose pas de compétences à l'interne pour élaborer un tel document. La dotation dudit département en lettre de politique en matière environnementale renforcera sa mission régalienne dans le cadre de la police environnementale. Il permettra également de rendre opérationnel le Plan National d'Action Environnemental (PNAE) et le code de l'environnement. Il serait également souhaitable pour cet exercice de tenir compte des résultats de l'évaluation des besoins en renforcement des capacités institutionnelles et systémiques dans le cadre du processus de l'Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer (ANCR) conduite par le PNUD en 2008. Il permettra de corriger les faiblesses institutionnelles et systémiques dans l'optique d'inverser les tendances au regard des défis environnementaux émergents sus-évoqués et de s'inscrire dans une perspective de l'atteinte des objectifs de développement durable. Il permettra également de renforcer les capacités institutionnelles existantes et d'améliorer les outils de planification et d'aménagement du territoire.

L'analyse des forces et des faiblesses des cadres de planification sectorielles en lien avec l'environnement pourraient orienter la définition des pistes de réflexions stratégiques qui pourront enrichir les grandes priorités programmatiques nationales qui vont être prises en compte dans le processus d'élaboration de ladite lettre de politique, pour laquelle le PNUD procède au présent recrutement d'un/une consultant(e) national(e). Ledit processus définira les axes d'intervention stratégiques ciblés qui tiendront compte du contexte du pays et des aspirations des groupes vulnérables pour une réelle mise en œuvre des politiques environnementales en RCA.

Il serait nécessaire de procéder à chaque fois que de besoins à une évaluation des progrès réalisés et des difficultés rencontrées dans le cadre de l'opérationnalisation de ladite stratégie. Elle pourra dégager également les perspectives et les défis nouveaux et émergents dans ce domaine ainsi que la vision des différentes catégories d'acteurs sur les questions liées à l'économie verte et à la gouvernance des ressources naturelles pour un développement durable.

IV. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Sous la supervision directe de la Représentante Résidente et en lien direct avec la Représentante Résidente adjointe au Programme, la Chargée de Programme Environnement et Développement Durable et le Directeur Général du Développement Durable, le(a) consultant(e) national(e) a pour mission d'élaborer la Stratégie Nationale de Développement Durable de la RCA. Il s'agit pour cet exercice d'intégrer les priorités du RCPCA, les piliers 2 et 3 et ses axes stratégiques en lien avec les secteurs productifs qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Il convient aussi de prendre en compte d'autres cadres de planifications stratégiques à savoir la CDN, le Plan

- Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD
- Affiche la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge
- Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme

Technique :
- Exécuter de façon efficace et efficiente les activités visant l'atteinte du résultat escompté ;
- Être motivé et démontrer une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;
- Être capable d'exécuter plusieurs tâches en même temps et de travailler sous pression et sans préavis ;
- Être familier avec la formulation et la rédaction de documents de politique et stratégie nationale ;
- Avoir des connaissances et/ou expertise sur le système des Nations Unis et le PNUD ;
- Avoir une bonne connaissance des politiques nationales, des accords multilatéraux et autres conventions internationales en matière d'environnement ;
- Avoir une forte capacité d'écoute ;
- Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
- Disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique ;
- Démontrer de bonnes aptitudes en communication écrite et orale.

Communication : Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales.

Professionnalisme :
- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

Travail en équipe :
- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks ;
- Capacité à travailler sous pression ;
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel.

VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Education :
- Diplôme d'études supérieures (minimum Master 2) en planification stratégique et/ou en gestion des ressources naturelles, gestion de l'environnement ou équivalent.

Expériences professionnelles :
- Avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins 5 ans dans l'élaboration des documents stratégiques et de politiques nationales ;
- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales internationales ;
- Démontrer sa capacité à exercer dans un environnement multiculturel sans discrimination de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité ;
- Démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude à travailler en équipe et un esprit d'initiative élevé ;
- Disposer d'une aptitude à faire des analyses, à en tirer des conclusions pertinentes et à faire des propositions constructives ;
- Bonne capacité rédactionnelle en français et en anglais ;
- Bonne capacité communicationnelle ;
- Faire preuve d'une aptitude à planifier et à organiser son propre travail dans le respect des délais ;
- Aptitude à interagir, à établir et à maintenir les relations de façon effective aussi bien avec les collègues, le supérieur hiérarchique qu'avec des personnes ayant des cultures différentes, d'autres partenaires nationaux et internationaux

Langue :
- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

- Avoir une capacité d'analyse et de planification stratégique, intégrant notamment, la mise en place de stratégies et politiques nationales ;
- Avoir une expérience en gestion des politiques et projets en matière d'environnement.

Notation de l'offre technique (100 points)

- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière d'élaboration des politiques de développement national en particulier des documents stratégiques de portée nationale en matière d'environnement (20 pts)
- Justifier de grandes capacités de communication et de rédaction des documents de politique de portée nationale et d'expériences dans le processus de la rédaction des documents de politiques nationale en matière d'environnement. (20 pts)
- Avoir une capacité d'analyse et de planification stratégique, intégrant notamment, la mise en place de stratégies et politiques nationales (15 pts)
- Avoir une expérience en gestion des politiques et projets en matière d'environnement (15 pts)
- Niveau de compréhension de la mission par le consultant /Cohérence de la proposition du consultant par rapport aux TdRs de la mission (20 pts)
- Maîtrise du français et familiarité avec l'anglais (10 pts)

Mode de paiement

Le tarif journalier doit être "tout - inclus"[1] et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant, dûment approuvé par le superviseur du consultant, qui doit servir de base pour le paiement des frais.

Par Heure	Monnaie	Montant
Par jour - Oui	Monnaie	Montant
Par semaine	Monnaie	Montant

Les modes de paiement seront les suivants :

- 15% à la remise de l'approche méthodologique (y compris le plan de travail détaillé et le calendrier de la mission)
- 15% à la remise de la note portant sur l'analyse de l'état des lieux de l'environnement et du développement durable en RCA et des principales tendances de développement durable sur la base des indicateurs existants, les atouts, faiblesses, opportunités et Menaces de l'environnement et du développement durable, la vision, les axes stratégiques permettant de rendre opérationnelle la stratégie nationale de développement durable ainsi que sur la priorisation et la hiérarchisation des parties prenantes au niveau central et décentralisé ainsi que les priorités nationales de lutte contre la dégradation de l'environnement
- 20% à la remise du draft 0 de la stratégie nationale de développement durable
- 20% à la remise de la version consolidée et semi-finalisée de la stratégie nationale de développement durable prenant en compte les amendements des travaux du CTR ;
- 30 % à la remise de la version finale validée de la stratégie nationale de développement durable intégrant les contributions (commentaires, remarques, amendements) issues de l'atelier national de validation.

Temps requis pour l'exécution des demandes de paiement

[1] Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, le transport local, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition.

	L'exécution des demandes de paiements sera assujettie à l'examen et l'approbation des livrables par le(s) superviseur (s) affecté(s) au projet dans les 30 jours.

IX. Signatures- Post Description Certification		
Titulaire (*si applicable)* Name	Signature	Date
Superviseur Name / Title	Signature	Date
Chief Division/Section Name / Title	Signature	Date

NB: Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.